

Information du public : les nouvelles obligations en matière d'ICPE

Mardi de la DGPR
6 décembre 2011
DGPR / SRT / BRPICQ
Gaëlle Le Breton

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

Présent
pour
l'avenir



Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

www.developpement-durable.gouv.fr

Information du public : les nouvelles obligations en matière d'ICPE

- Une information du public renforcée avant, pendant et après l'enquête publique
- Une plus grande transparence des décisions en matière d'ICPE



Information du public renforcée

Avant l'enquête publique :

- ❖ le demandeur sera averti des conditions d'enquête publique pour qu'il puisse participer à l'information autour de l'enquête (R. 512-14).
- ❖ l'avis d'enquête publique ainsi que le ou les résumés non techniques seront mis en ligne (R. 512-15)
- ❖ l'avis d'enquête doit préciser la nature des décisions qui peuvent intervenir à l'issue de la procédure (R. 512-15)



Information du public renforcée

Durant l'enquête publique :

- ❖ la durée d'enquête est systématiquement portée à 6 semaines dans le cas de mise en place ou de modifications de servitudes d'utilité publique (R. 515-27)
- ❖ la décision de prolongation fait l'objet d'une publicité sur le site Internet de la Préfecture (R. 512-15)
- ❖ l'ensemble des conseils municipaux des communes concernées (communes où a lieu l'affichage de l'avis d'enquête) est consulté (R. 512-20)



Information du public renforcée

Après l'enquête publique :

- ❖ L'ensemble des conclusions du commissaire enquêteur est mis en ligne (art. R. 512-17) pendant au moins un an à compter de la décision préfectorale.
- ❖ Le rapport de l'inspection des installations classées est mis en ligne
- ❖ L'extrait des arrêtés préfectoraux sera mis en ligne sur le site de la préfecture (Art. R. 512-39).

Une plus grande transparence des décisions en matière d'ICPE

Objectif

Favoriser la participation du public aux décisions relatives aux installations classées

Une plus grande transparence des décisions en matière d'ICPE

Moyens

Espace dédié – sur le site internet de la Préfecture - aux projets en cours où figureront :

- les demandes d'autorisation ou d'enregistrement,
- les avis d'enquête publique,
- les résumés non techniques
- l'avis du commissaire enquêteur
- Arrêté de prise de sanctions administratives (consignation, suspension, travaux d'office), ainsi que les arrêtés de levée de ces sanctions

Cet espace Internet peut également figurer sur le site Internet de la DREAL.



Une plus grande transparence des décisions en matière d'ICPE

Moyens

Un site Internet dédié où figurent :

- Les arrêtés de prescriptions (initiaux et complémentaires)
- les rapports aux commissions locales ayant servi à la préparation de ces actes

<http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/>

■ **Merci de votre attention**

